



Conseil économique et social

Distr. limitée
6 juillet 2001
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante et unième session

11 juin-6 juillet 2001

Point 4 a) de l'ordre du jour

Adoption du projet de rapport du Comité

sur les travaux de sa quarante et unième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Ayman M. **Elgammal** (Égypte)

Additif

Questions relatives au programme : projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

[Point 4 a)]

Chapitre 5. Opérations de maintien de la paix

1. À sa 17^e séance, le 21 juin 2001, le Comité a examiné le chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 [A/56/6 (sect.5)].

2. Le représentant du Secrétaire général a présenté le chapitre 5 et répondu aux questions qui ont été soulevées pendant l'examen de ce chapitre au Comité.

Examen

3. Un soutien a été exprimé pour les activités du Département des opérations de maintien de la paix. L'importance du rôle joué par le Département dans le maintien de la paix et de la sécurité, l'une des priorités de l'Organisation, a été réaffirmée. Le texte explicatif, qui était en conformité avec le plan à moyen terme pour la période 2002-2005 et avec la résolution 55/231 du 23 décembre 2000 concernant la budgétisation axée sur les résultats, a été bien accueilli. La simplicité du style dans lequel un certain nombre de réalisations escomptées et d'indicateurs de succès étaient exposés a été appréciée, mais on a estimé que, dans certains cas, la terminologie aurait pu être mieux choisie et mieux correspondre au texte du plan à moyen terme. On a noté que certains des indicateurs de succès mettaient plus fortement l'accent sur les

parties au conflit que sur ce qui était fait par le Département des opérations de maintien de la paix.

4. S'agissant des réalisations escomptées et des indicateurs de succès relevant du sous-programme 1 (Opérations), en particulier l'« apaisement ou la cessation des hostilités dans les zones de conflit où des opérations de maintien de la paix sont déployées, grâce à la mise en oeuvre des décisions du Conseil de sécurité », on a émis l'avis que même si l'on s'attendait à ces réalisations, certaines d'entre elles risquaient d'être difficiles.

5. On s'est félicité de l'attention accordée dans le texte explicatif à un certain nombre de questions importantes, telles que la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix sur le terrain; la formation du personnel; la saine gestion du personnel de maintien de la paix sur le terrain; la communication ininterrompue avec les États Membres pendant toutes les phases des opérations; l'intégration des pratiques antérieures et actuelles dans la mémoire institutionnelle de l'Organisation des Nations Unies; la mise au point et l'application de stratégies novatrices en vue de réaliser la parité entre les sexes, sur une large base géographique, dans tous les aspects des opérations de maintien de la paix; et les mesures à prendre par le Département pour favoriser le dialogue entre les pays fournisseurs de contingents et les membres du Conseil de sécurité, et en particulier avec les pays qui pourraient être en mesure de mettre des contingents à disposition. En revanche, vu l'importance de la sûreté et de la sécurité du personnel sur le terrain, on a déploré que cette question n'ait pas été incluse parmi les réalisations escomptées.

6. On a souligné qu'étant donné que le maintien de la paix était l'une des principales missions de l'Organisation, il fallait renforcer les capacités du Département. On s'est donc félicité de la création proposée d'un poste de directeur de la Division de l'Europe et de l'Amérique latine ainsi que d'une division de la police civile et de l'importance accrue accordée à la formulation de la doctrine du Département et de méthodes d'action optimales. On a souligné qu'il fallait, dans le renforcement des capacités du Département, prendre dûment en compte l'équilibre géographique. On a aussi insisté sur le fait que les pays pourvoyeurs de contingents devaient être représentés comme il convient au Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat. On a noté que les propositions qui relevaient de ce chapitre dépendaient toujours de décisions qui n'avaient pas encore été prises concernant le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies.

7. On a noté que certaines activités, bien que de caractère permanent, continuaient d'être financées par prélèvement sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, comme s'il s'agissait d'activités temporaires.

8. Un soutien a été exprimé pour les deux missions de maintien de la paix dont le financement est imputé sur le budget ordinaire, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan. On a émis l'avis que les ressources proposées pour ces deux missions devraient permettre l'exécution du programme d'activités en supposant une utilisation rationnelle.

Conclusions et recommandations

9. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif du chapitre 5, Opérations de maintien de la paix, du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003, sous réserve des modifications suivantes :

Paragraphe 5.3

Remplacer la première phrase par l'intégralité du texte du paragraphe 3.1 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005.

À la septième phrase, remplacer l'expression « sur une large base géographique » par les mots « et sur une base géographique aussi large que possible ».

À la fin de la septième phrase, ajouter la phrase suivante : « Cependant, cela n'affectera pas les pays qui fournissent des contingents dans les décisions souveraines qu'ils prennent relativement à la composition de leurs unités déployées dans des opérations de maintien de la paix dans le cadre des directives spécifiques d'une mission, comme convenu par les pays qui fournissent des contingents ».

Paragraphe 5.8

À la fin de l'avant-dernière phrase, remplacer les mots « opérations de paix » par les mots « opérations de maintien de la paix ».

Paragraphe 5.24

Après les mots « décisions du Conseil de sécurité » supprimer les mots « et que les autres parties (États membres, organisations régionales, etc.) soient prêtes à s'acquitter de leur rôle ».

Paragraphe 5.25

Après les mots « réunions avec les États Membres », remplacer la fin de la phrase par les mots « d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations et acteurs régionaux, conformément à leurs mandats respectifs ».

Tableau 5.11

À la deuxième colonne, Indicateurs de succès, ajouter deux autres indicateurs, ainsi conçus :

- « i) Réduction de la durée du processus de liquidation;
- ii) Rapidité du traitement et du règlement des demandes de remboursement des pays qui fournissent des contingents par la Section des demandes de remboursement et de la gestion de l'information et du Service de gestion financière et d'appui ».

Paragraphe 5.32

Après les mots « les unités militaires et de police civile nécessaires », ajouter les mots « répondant aux besoins de celles-ci ».

Paragraphe 5.33

Remplacer les mots « opérations de paix » par les mots « opérations de maintien de la paix » aux alinéas b), c) et d).

10. Le Comité a pris note de l'assurance donnée par le Secrétariat que l'augmentation attendue des ressources extrabudgétaires nécessaires n'est pas liée au recours à un recrutement de personnel fourni à titre gratuit.

11. Le Comité a recommandé que, dans l'exécution des activités de programme au titre de ce chapitre, on prête spécialement attention à la sûreté et à la sécurité des soldats de la paix sur le terrain.
